



Fenêtre sur le monde n°3



Le confinement se poursuit dans plusieurs pays du monde, mais il n'entame pas la volonté des travailleurs, des peuples, à gagner et préserver leur dignité. Pas de résignation, pas de silence, mais la tête haute et l'esprit revendicatif. Construire notre monde d'après COVID19 : voilà l'enjeu. Ce monde est en germe dans la nuit d'aujourd'hui, et ce dans plusieurs endroits de la planète : confiner la guerre, se débarrasser du (post-)colonialisme, garder l'éducation et la santé publiques et universelles, stopper la privatisation, ne pas céder aux sirènes xénophobes, accueillir les humains et freiner la libre circulation des capitaux, ne pas oublier les luttes du passé qui éclairent le présent... Le SNTRS y prend sa part, via les organisations scientifiques et éducatives internationales où il participe, mais aussi en vous ouvrant aujourd'hui une troisième fenêtre sur le monde un peu spéciale, grâce à des réflexions philosophiques et politiques qui nous viennent d'Afrique. Voyager est aussi s'enrichir : confinés, nous goûtons le miel de nos voyages autour du monde et espérons toujours partager avec vous plaisir et combativité.

Organisation des Nations-Unies

« La furie du virus illustre la folie de la guerre »

Appel du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres pour un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel partout dans le monde, pour lutter contre la pandémie.

« Il est temps de mettre les conflits armés en confinement et de mettre l'accent ensemble sur le vrai combat pour nos vies ». Le secrétaire général appelle à « s'inspirer des coalitions et du dialogue qui prennent forme lentement entre parties rivales, permettant des approches conjointes face au COVID19 », mais selon lui ce n'est pas suffisant. La maladie de la guerre et celle du virus ravageant le monde, c'est pourquoi, pour les éradiquer, il faut stopper les combats maintenant. « C'est ce dont notre famille humaine a besoin, maintenant plus que jamais », conclut-il. Le secrétaire général de l'ONU réhabilite avec son appel une institution assez marginalisée ces derniers temps par des pays puissants auteurs de guerre.

<https://www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/fury-virus-illustrates-folly-war>

Les particuliers et les organisations peuvent le signer ici :

https://secure.avaaz.org/campaign/en/global_ceasefire_loc/

Parmi les signataires, des noms célèbres comme Daniel Barenboïm, Stevie Wonder, Yo-Yo Ma ou Malala Yousafzai.



La Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS), dont le SNTRS est membre, a tenu son secrétariat international le 6 avril et décidé de se joindre à cet appel. La science est un facteur de paix et de désarmement, un groupe de travail de la FMTS y est dédié ; la réorientation des ressources et des priorités scientifiques afin de ne plus servir à produire des armes qui détruisent la vie, mais des connaissances qui rendent la vie meilleure pour tous n'est pas juste une « bonne parole » consensuelle. Comme la santé, qui ne se résume pas à l'absence de maladie (définition de l'OMS), ainsi la paix n'est pas seulement l'absence de guerre : les efforts des scientifiques du monde entier pour coopérer, ouvrir et partager leurs données et leurs recherches dans la situation actuelle de lutte contre la pandémie montrent la voie.

La paix est aussi une affaire des travailleurs : ce sont ceux qui aujourd'hui s'engagent pour le bien de l'humanité, parfois au péril de leur vie.

La mémoire des luttes n'est pas confinée

Argentine

La CONADU et ses syndicats de l'ESR en région participent au *Pañuelazo Nacional 24M*

Le 24 mars est pour l'Argentine un jour de commémoration, mais surtout de lutte qui se poursuit pour la vérité et la justice, contre l'impunité. Cette journée fériée depuis 2006 commémore les 30.000 victimes de la dictature militaire de Videla (1976-1983).

La CONADU, notre partenaire à l'IE, s'est associée à l'initiative des Mères et Grands-Mères de la place de mai d'organiser une manifestation nationale « de confinement » puisque la traditionnelle marche est impossible : accrocher à sa fenêtre, à sa porte ou à son balcon un foulard (*pañuelo* en espagnol) blanc pour « s'approprier l'espace public avec la force révolutionnaire du collectif », comme l'indique l'éditorial du bulletin publié par la CONADU et ses syndicats à cet effet.

« Nous avons la conviction que l'organisation syndicale n'est rien d'autre qu'une forme de lutte pour plus de droits et de meilleurs droits pour tous ». Cette « journée de lutte et d'engagement » est aussi une journée de créativité, puisque chaque syndicat de la CONADU l'a organisée différemment dans son territoire ou son domaine disciplinaire, comme l'Association « artistes-enseignants chercheurs à l'UNA » (*Universidad Nacional de las Artes*), qui a décidé de rendre visibles pendant la nuit du 24 mars sur les façades de plusieurs bâtiments des photographies de disparu(e)s accompagnées de paroles de mémoire collective ou d'inciter ses membres d'apposer devant leur porte durant cette journée une silhouette de taille humaine qui rappelle les victimes de la déportation lors de la dictature militaire. Ce même syndicat a initié aussi une campagne « contre la infodémie » pour « protéger le corps social non seulement du coronavirus, mais aussi des fausses informations qui, en plus de la propagation du virus, nous confondent et nous enferment ».



Le mot d'ordre central est : 24 de Marzo sin marcha pero con memoria (24 mars sans marche, mais avec mémoire). « Les universitaires de la CONADU soutiennent une fois de plus les drapeaux de la mémoire, de la vérité et de la justice. Que les coupables soient jugés et punis. Ils sont 30.000 et vivent dans nos luttes », conclut l'éditorial du bulletin.

Télécharger le bulletin ici:

https://drive.google.com/file/d/1OBmZ_OdPAcORQMY5SWdWYkPWs1NPUfB3/view



Italie

Fêter en confinement la journée nationale de libération du fascisme et du nazisme ?

Telle est la question que se posent beaucoup d'Italiens, car le 25 avril, date du 75^e anniversaire de la libération et de la fondation de la nouvelle Constitution italienne, l'Italie sera sûrement encore confinée ou au moins dans l'incapacité d'organiser des manifestations. D'où l'appel à « **fonder une nouvelle société de Partisans** », basée sur les idéaux de la Résistance au fascisme et au nazisme, relayée par le journal *Il Manifesto* du 8 avril. La Résistance a certes été armée, mais, selon Roberto Bataglia, le commandant historique de la « Brigade Garibaldi », elle a aussi donné vie à une « société des Partisans ».

L'engagement se poursuit aujourd'hui : la notion de bien public, qui appartient à tous, est la base sur laquelle bâtir un avenir qui ne doit pas « être un retour au passé ». Donner espoir dans cette période si noire : les nouveaux « Partisans » qui luttent contre le virus se nomment science et santé publique, se nomment solidarité et égalité, valeurs qu'avaient au cœur les Partisans d'alors.

L'appel a été mis en ligne sur le site <https://www.25aprile2020.it/>

Le hashtag **#iorestolibero**, pendant résistant de **#iorestoacasa**, a été créé dans la perspective d'une grande « manifestation de la place virtuelle ». Cette manifestation a aussi pour objectif de renforcer les associations qui assistent les personnes les plus durement frappées par le confinement : les sans domicile fixe et celles qui ont besoin de distributions alimentaires. C'est pourquoi chaque participant est invité à faire un don de 2€ minimum.

« **Ce sera un 25 avril de libération, le plus grand depuis la fin de la guerre.** Resserrons nos liens dans nos communautés locales pour donner force à la communauté nationale et à celle au niveau planétaire », conclut l'appel.

L'événement programmé pour le 25 avril à 14h30 se clôturera en entonnant *Bella Ciao* au balcons et fenêtres de toute l'Italie.

L'intervenante centrale sera Carla Nespolo, présidente de l'*Associazione Nazionale Partigiani d'Italia* (ANPI), dont le mensuel *LiberEtà* de la Branche retraités de la CGIL (*Sindacato Pensionati Italiani SPI-CGIL*) publie l'interview : <https://www.anpi.it/articoli/2296/il-giorno-che-tornammo-liberi>



Cette initiative est plus que nécessaire aujourd'hui, dans un contexte où des nationalistes, néofascistes et autres conspirationnistes lèvent la tête non seulement dans la Hongrie de Victor Orban, mais aussi en Italie : la revue *Il Primato Nazionale* (dont le nom suffit pour comprendre les orientations) de ce mois d'avril promet, selon *Il Manifesto*, « face à l'épreuve du coronavirus et de la quarantaine » de réhabiliter l'hymne national à la place de *Bella Ciao* qui serait « tombé dans l'oubli » en cette période d'urgence. L'après-urgence devra « s'appuyer sur des symboles forts, et sûrement pas sur l'opposition au fascisme ». Cette mouvance dénonce aussi « les élites », « l'oligarchie dominante » et défend les frontières de l'Europe, mettant en valeur « les citoyens » (en fait, divers groupes d'extrême-droite) qui se sont attaqués aux migrants dans les îles grecques. La Résistance et la libération sont « une escroquerie qui a duré 75 ans ».

Protéger l'Europe contre le virus signifierait fermer les frontières. Ça s'appelle réécrire l'histoire, mais aussi compromettre le futur. Par ces temps troubles de confinement, les Italiens sauront faire entendre *Bella Ciao* jusqu'aux confins du continent.

Continuons notre tour du monde

Bénin

Fermeture des écoles pour cause de COVID19 : fermer aussi la privatisation !

Les sept syndicats de l'éducation du Bénin affiliés à l'Internationale de l'éducation (IE), de la maternelle à l'université, dénoncent : non seulement le gouvernement ne les a pas consultés et a décidé unilatéralement que les écoles rouvriraient le 14 avril, mais la privatisation rampante est à l'œuvre, puisque la décision a été prise de recruter de nouveaux enseignants pour couvrir les postes vacants... via des agences d'intérim qui seraient en plus chargées de les payer. Fini donc les enseignants recrutés et payés par l'État, qui fait ainsi des économies. Si quelqu'un objectait que le Bénin a besoin de cet argent pour affronter la crise économique suite à la pandémie, les syndicats pensent qu'il faut d'abord prendre des mesures pour que le virus ne se propage pas. Or pour l'instant seuls les établissements scolaires sont fermés, les élèves, les étudiants et les enseignants mis en vacances forcées : les marchés et autres lieux de rassemblement public restent ouverts, l'affluence y est grande, c'est pourquoi il faut craindre que le virus se diffuse largement.

Cameroun

Initiative des collègues des sciences sociales contre le COVID19 au Cameroun

Un site internet dédié du *Muntu Institute* [*African Humanities and Social Sciences*] publie des articles de fond, analyses philosophiques, sociales, pédagogiques et politiques, ainsi que des témoignages du Cameroun à l'heure du COVID19.

Merci à Cheikhou Sylla, du Syndicat unitaire et démocratique des enseignants du Sénégal (SUDES), notre partenaire à la FMTS et à l'IE, de nous l'avoir signalé.

On y trouve entre autres le bel article d'Achille Mbembe, qu'on ne présente plus, intitulé « **Le droit universel à la respiration** », qui commence ainsi : « Certains évoquent d'ores et déjà "l'après-Covid-19". Pourquoi pas ? Pour la plupart d'entre nous cependant, surtout dans ces régions du monde où les systèmes de santé ont été dévastés par plusieurs années d'abandon organisé, le pire est encore à venir ».

Sans s'enfermer dans des lamentations, mais décrivant avec acuité cette période de deuil, « ces temps pourpres », qui tranche tragiquement avec les temps frénétiques précédents, le philosophe et universitaire, fondateur des « Ateliers de pensée » à Dakar (en 2016, avec Felwine Sarr) rappelle la situation africaine :

« Avant la colonisation, les animaux sauvages, principaux réservoirs de pathogènes, étaient cantonnés dans des milieux dans lesquels ne vivaient que des populations isolées. C'était par exemple le cas dans les derniers pays forestiers au monde, ceux du Bassin du Congo.

De nos jours, les communautés qui vivaient et dépendaient des ressources naturelles dans ces territoires ont été expropriées. Mises à la porte à la faveur du bradage des terres par des régimes tyranniques et corrompus et de l'octroi de vastes concessions domaniales à des consortiums agro-alimentaires, elles ne parviennent plus à maintenir les formes d'autonomie alimentaire et énergétique qui leur ont permis, pendant des siècles, de vivre en équilibre avec la brousse ».

Élargissant son point de vue, Mbembe ne se limite pas à refaire un « procès mille fois intenté », mais pose des jalons pour un « monde d'après », conscient et vivable : « recomposer une Terre habitable parce qu'elle offrira à tous la possibilité d'une vie respirable ».

À tous : à ceux qui ne seront plus expropriés par la prédation capitaliste, à ceux qui seront libres de penser, de contester, de résister au néolibéralisme, et aux invisibles d'aujourd'hui qui auront chèrement acquis leur place visible de demain.

Lire l'intégralité de l'article ici :

<http://covid-19-cameroon.org/le-droit-universel-a-la-respiration#page-content>



Sur le même site, lire le témoignage de la doctorante Stella Tchuisse « **La réalité du confinement à Yaoundé** ». Elle s'interroge sur les masques, portés seulement par une certaine catégorie d'habitants : « pourrions-nous conclure que les personnes aisées sont plus conscientes [du danger], parce qu'elles

ont un meilleur accès à la connaissance et à l'information ? Ou bien considérer que porter des masques résulte du fait que, contrairement aux personnes populaires, celles-ci ont assez d'argent pour se les procurer pour un usage quotidien, puisqu'elles sont vendues 1000 francs CFA/l'unité en pharmacie ? ».

<http://covid-19-cameroon.org/containment-reality-in-yaounde#respond>

Du témoignage de Parfait D. Akana, sociologue et anthropologue à l'université de Yaoundé II-Soa intitulé « Confiné sans électricité », nous retenons la réflexion que « la complicité et la bienveillance des faibles pour leurs oppresseurs sont les principes actifs de notre déchéance ».

<http://covid-19-cameroon.org/confine-sans-electricite-2#page-content>

États-Unis

Les hôpitaux licencient médecins et infirmiers qui protestent contre le manque d'équipement de protection.

Cette information vient d'un article du très sérieux *New York Times*, où témoignent des personnes licenciées, d'autres anonymes par peur de se faire renvoyer, et où l'on s'interroge sur la capacité du « pays le plus riche du monde » à protéger ses soignants pour bien soigner sa population.

On a beaucoup glosé sur les représailles contre les lanceurs d'alerte de la première heure en Chine ou dans d'autres pays asiatiques. On a pensé que leur punition était due aux régimes de leurs pays, qui n'étaient pas des démocraties occidentales. Mais dans cette « grande démocratie » états-unienne, les hôpitaux sont privés, et les PDG ne veulent pas une mauvaise réputation pour leur « entreprise ».

<https://www.nytimes.com/2020/04/01/opinion/coronavirus-doctors-protective-equipment.html?action=click&module=Opinion&pgtype=Homepage>

Stopper le financement d'un programme de recherche sur les coronavirus

Los Angeles Times, le 2 avril.

Los Angeles Times

On se rappelle les mésaventures de notre collègue Bruno Canard, dont les recherches sur les coronavirus n'avaient pas reçu le financement adéquat car elles n'étaient plus « à la mode » quand les épidémies du SRAS et du H5N1 sont passées. Ses propos donnent raison à tous ceux, dont le SNTRS-CGT, qui dénoncent un autre « virus » asséchant la créativité de la recherche : le financement via des projets à court terme, la perte de repères à long terme et le gâchis de connaissances et de compétences. Ce qui se passe aux États-Unis sous Trump n'est pas si différent.

Deux mois avant que la pandémie COVID19 commence à Wuhan, un programme de recherche sur les coronavirus, financé à partir de 2009 pour deux périodes de 5 ans par l'Agence états-unienne de développement international (USAID), a vu son financement terminé.

Il s'agit du budget de 200 millions de \$ du programme *PREDICT*, lancé aux États-Unis, mais qui a essaimé dans le monde entier, formant des scientifiques dans plusieurs pays, dont la Chine (le laboratoire qui avait identifié le SARS-CoV-2 à Wuhan en faisait partie). La prolongation pour six mois de ce programme au delà de sa fin officielle en septembre 2019 se fait avec seulement 2,26 millions de \$ pour terminer les publications commencées. D'après les principaux chercheurs impliqués, la fin du financement signifie la fin du travail de terrain engagé depuis le début : Peter Daszak, président d'*EcoHealthAlliance*, l'un des acteurs du projet, le regrette car ces recherches devaient normalement mieux prévenir les pandémies, en identifiant et analysant les virus avant que ça ne soit trop tard. Sans compter les dizaines de chercheurs et d'analystes de données qui ont perdu leur emploi.

L'administration Trump n'en est pas à son premier coup, car elle avait déjà privé de financement d'autres programmes de recherche qui ne correspondaient pas à son négationnisme (notamment environnemental et climatique) et supprimé la partie sécurité sanitaire du *National Security Council*. Elle avait minimisé la pandémie aux États-Unis, avant d'injecter dans l'économie des sommes colossales pour le soutien des entreprises et des ménages, avec une nette préférence pour les premières, surtout les plus grandes, les plus prédatrices et celles qui exploitent le plus leurs salariés, comme Amazon.

PREDICT a été créé en 2005 suite à la grippe H5N1. Il a étudié des milliers d'animaux pour détecter des virus dangereux et analysé des échantillons sanguins de personnes vivant dans la Chine rurale, en contact avec les animaux. Il a formé près de 7.000 personnes des secteurs médical et agricole dans 30 pays d'Asie et du Moyen-Orient.

L'un des principaux chercheurs de *PREDICT*, aujourd'hui retraité, accuse les « bureaucrates qui ont horreur du risque » (c'est-à-dire des recherches où l'on ne peut pas annoncer dès le début aux bailleurs de fonds ce qu'on va trouver à la fin). Les sénateurs Elizabeth Warren et Angus King ont demandé des explications sur la décision d'arrêter le financement.

PREDICT a obtenu un sursis jusqu'en septembre 2020 pour fournir de l'assistance technique à des laboratoires étrangers travaillant sur le coronavirus (Malaisie, Thaïlande, Indonésie). Mais il ne pourra pas recommencer le travail de fond, qui consistait en la meilleure connaissance possible des coronavirus animaux et leur capacité à franchir la barrière des espèces. Selon les dires de Peter Daszak, « au lieu de mieux connaître notre ennemi, nous restons tapis dans nos maisons en attendant le vaccin : ce n'est pas une stratégie globale permettant de combattre un virus dangereux ».

<https://www.latimes.com/science/story/2020-04-02/coronavirus-trump-pandemic-program-viruses-detection>

Grèce

Pendant la journée mondiale de la santé, la police réprime les protestations des soignants

Dans plusieurs hôpitaux grecs, la journée mondiale de la santé était l'occasion pour les soignants d'exprimer publiquement leurs revendications. Plusieurs rassemblements ont eu lieu, heureusement sans intervention de la police. « **Les bouches masquées ont une voix** », dit une pancarte postée sur les réseaux sociaux.

Evangelismos (« Annonciation ») est le nom d'un des hôpitaux publics d'Athènes les plus grands, les plus réputés et les plus fréquentés. Dans un pays qui venait de « sortir de la crise » (celle de 2008, où l'on a préféré sauver les banques et accuser le Grecs de cigales, sinon de « cochons », les *PIGS*), le système public de santé est exsangue et ne tient que grâce à un dévouement sans bornes d'un personnel extrêmement compétent.

La pandémie a mis ces soignants devant des défis qu'ils ne pouvaient plus affronter tout seuls, sans



aucune aide. C'est pourquoi ceux d'*Evangelismos* ont choisi la journée mondiale de la santé pour protester dans la cour de leur hôpital et demander urgemment au gouvernement de renforcer le système public de santé, mettant ainsi fin à la misère noire dans laquelle il se trouve, réquisitionnant tous les moyens de santé privés, embauchant le personnel nécessaire et donnant les équipements de protection individuels aux soignants. Des revendications somme toute assez classiques et une protestation plus que légitime aujourd'hui. **Or les protestataires ont eu à affronter une invasion des forces policières dans l'enceinte de leur hôpital, les intimant de quitter la cour où ils étaient rassemblés.**

Le secrétaire général de la *Confédération des unions des médecins hospitaliers de Grèce*, le Dr Panos Papanikolaou, a exprimé sa colère et demandé que le ministre de Protection du Citoyen (responsable de la police) rendre immédiatement des comptes et démissionne. « S'il ne démissionne pas, le Premier ministre doit le démissionner ».

« Les héros en blouse blanche ou verte sont des héros quand ils n'ont pas de voix, ont la tête baissée et sont muselés. Quand ils se lèvent et disent la vérité, on ne les considère plus comme des héros, mais comme des terroristes. C'est pourquoi on envoie la police les réprimer », a déclaré le Dr Papanikolaou.

La presse et les réseaux sociaux bruissent d'indignation. Certes, « les rassemblements sont interdits », mais est-ce un prétexte pour empêcher les personnels médicaux d'alerter l'opinion et d'obtenir les moyens indispensables pour soigner et guérir, c'est-à-dire pour faire leur travail ?

Lisez l'article ici, en VO ; vos traducteurs en ligne seront ravis :

<https://thepressproject.gr/megisti-athliotita-i-efodos-panoplou-astynomikon-kata-ygionomikon-ston-evangelismo/#.XoxuyEXhdLQ.twitter>

Hongrie

Le coronavirus vient « des étrangers » : expulsions-les !

Surtout s'il s'agit d'étudiants... Rappelons-nous que Victor Orban ne voulait pas d'universités dont il ne pouvait contrôler les cursus d'études, et, même si on ne va pas pleurer sur l'obligation, pour la *Central European University* (financée par des fonds privés internationaux) de quitter le pays en 2018, aucun établissement public ne l'a remplacée et les étudiants internationaux qui y faisaient leurs études sont partis, au grand soulagement du gouvernement xénophobe. Orban a récidivé quelque temps après, dénonçant les études de genre à l'université.

Aujourd'hui, c'est par la presse italienne que nous apprenons son choix de donner en pâture de nouveaux boucs émissaires censés avoir « importé » le coronavirus dans son pays si sain. Début mars, le premiers cas connus de COVID19 étaient des étudiants iraniens soignés à l'hôpital. Ils sont mis en quarantaine, mais ne comprennent pas encore pourquoi les autorités s'intéressent à eux si intensément, car... personne ne le leur explique !

À la fin de la quarantaine, ils sont convoqués par la police. On les accuse d'avoir violé la règle de la quarantaine et d'avoir agressé leurs soignants, qui pourtant n'avaient pas porté plainte. On leur passe un rapide interrogatoire et on prend la décision de suspendre leur permis de séjour délivré pour études pour trois ans. Cette suspension vaut pour toute l'UE : les étudiants n'ont plus le droit d'étudier et doivent être expulsés dans leur pays, où sévit le COVID19 dont... ils viennent d'être guéris.

Les médias présentent ces étudiants comme responsables de la pandémie, ennemis désignés pour que la population adhère davantage au nationalisme, à la xénophobie et à l'autoritarisme gouvernementaux. Des informations leur vie privée circulent sur la place publique sans que cela ne choque personne.

Les jeunes font appel pour suspendre la décision de leur expulsion, mais l'appel est rejeté le mercredi 8 avril. Maintenant, leur avocat saisit la Cour européenne des droits de l'homme et espère que sa décision sera rendue le plus tôt possible.

Italie

Le COVID19 aura-t-il raison des sauvetages en Méditerranée ?

Au moment où la plupart des navires humanitaires sont au port, et où seulement un, le *Alan Kurdi* de l'association allemande *Sea-Eye*, patrouille encore en Méditerranée, **l'Italie vient de publier un décret déclarant ses ports « non sûrs » pour cause de pandémie.** Comme l'indique le quotidien *Il Manifesto* du 9 avril, cet étrange décret assimile les naufragés secourus en mer aux passagers des navires de plaisance ou de croisière, qui, comme toute personne venant de l'extérieur, n'ont pas accès au territoire italien.

Au moment où le gouvernement italien subit d'énormes pressions de la *Confindustria* (le MEDEF italien) pour rouvrir les entreprises qui ont fermé car non incluses dans la liste des 80 secteurs « essentiels » négociés avec les syndicats, il est étrange de parler de « mise en danger du système sanitaire » des régions où les naufragés pourraient accoster, ce qui oblige ni plus ni moins à renvoyer ces malheureuses personnes dans l'enfer libyen d'où elles ont échappé. La Libye serait-elle un lieu plus sûr que l'Italie ?

Les organisations humanitaires *Médecins sans Frontières*, *Mediterranea*, *Open Arms* et *Sea Watch*, dont la plupart du personnel est aujourd'hui enrôlé dans la lutte contre le COVID19, protestent. L'association *Tavolo nazionale asilo* parle d'un décret contraire au droit international. Des députés, eurodéputés et élus locaux demandent la révocation du décret et proposent la mise en quarantaine des naufragés qui débarquent dans les ports italiens dans des locaux aujourd'hui vides, comme à Messine et Tarente, ou l'envoi pour ce faire d'un navire « d'accueil », comme le demande Salvatore Martello, maire de Lampedusa, pour protéger en même temps les personnes secourues en mer et les habitants locaux.

Avec le beau temps qui revient, la Méditerranée risque à nouveau de se remplir d'embarcations de fortune. Sans navires humanitaires et sans port de débarquement, les morts en mer s'ajouteront aux décomptes macabres de ceux du COVID19. D'où l'urgence de sauver toutes les vies, sans déroger aux droits humains sous prétexte de crise sanitaire.

Palestine-Italie

Campagne de soutien financier aux Palestiniens malades du COVID19



À l'initiative de l'ambassade de Palestine à Rome, des Amis du Croissant rouge palestinien et de la Communauté palestinienne de Rome et du Latium, une collecte de dons est lancée, relayée par la presse (par exemple Il Manifesto du 5 avril) : « Urgence COVID19 en Palestine : toi aussi, fais un don ».

En Cisjordanie, on craint une explosion des personnes contaminées due au retour (obligé) des travailleurs palestiniens d'Israël, renvoyés chez eux pour la Pâque juive (8-15 avril), puisque c'est une période de cessation des activités partout en Israël. Les travailleurs ne sont pas testés, ils risquent donc d'être porteurs sains et de contaminer leurs compatriotes et leur famille, tandis que les territoires palestiniens ont jusqu'à ce jour détecté peu de cas (205 en Cisjordanie, 12 à Gaza) et que le système de santé est insuffisant. Les Palestiniens demandent à Israël de soumettre tous ces travailleurs à un test obligatoire et de communiquer les résultats, pour mettre en quarantaine les personnes contaminées ou porteuses du virus pendant la période de congés obligés. L'OLP a accusé le gouvernement israélien de saboter les efforts palestiniens contre la pandémie et de ne pas fournir aux habitants de Jérusalem-est les tests et la protection sanitaire adéquate que le droit international lui impose comme puissance occupante.

<https://ilmanifesto.it/coronavirus-campagna-a-sostegno-della-vittime-palestinesi-del-contagio/>

Portugal

Initiatives et actions des collègues pour affronter le COVID19

Notre correspondant au Portugal, Frederico Carvalho, de l'OTC (*Organização dos trabalhadores científicos*), notre partenaire à la FMTS, nous envoie des nouvelles. Merci à lui.

1) Mesures prises par l'Instituto Superior Tecnico, l'un des plus importants établissements d'enseignement supérieur portugais. C'est une école du Génie. Plusieurs membres de l'OTC y travaillent.

Depuis le début du confinement, le 20 mars dernier, le *Tecnico* s'est mise au mode complètement virtuel. Mais, entrevoyant ce qui allait se passer, elle s'est préparée dès le 9 mars, suspendant toutes ses activités présentiels (cours, conférences), fermant la restauration et les lieux de « socialisation » et mettant au télétravail tous ses services administratifs. Cette préparation a servi pour qu'elle ne soit pas prise au dépourvu quand le confinement total a été décrété et qu'elle puisse poursuivre son travail sans improvisation.

Le *Tecnico* a eu très tôt, le 14 mars, son premier cas de malade COVID19, une étudiante mise aussitôt en quarantaine, comme toutes les personnes en contact avec elle. Les personnes qui ont eu un contact plus étroit ont été testées, heureusement négatives.

L'École ayant « la capacité et le devoir » de contribuer à l'effort national contre le COVID19, elle a pris une série de mesures :

- la résidence universitaire *Ramôa Ribeiro*, dont les occupants sont partis le 18 mars, a été mise à disposition pour isoler des patients ou pour loger le personnel soignant.
- les collègues des mathématiques, physique et sciences de l'ingénieur ont travaillé avec ceux de l'Université de Lisbonne sur des modèles épidémiologiques qui ont beaucoup servi à la population et aux autorités
- les collègues de mécanique, en collaboration toujours avec l'Université de Lisbonne, ont lancé la production de viseurs par imprimante 3D et ont fait appel à tous ceux qui voulaient se joindre à eux pour constituer un réseau.

Une « boîte à idées » a été ouverte pour centraliser toutes les autres initiatives ou suggestions.

2) Université d'Evora

L'université a mis à disposition de l'Administration régionale de santé un appareil d'extraction d'ADN qui était indispensable à l'Hôpital *Espírito Santo* d'Evora pour réaliser les tests COVID19, ainsi qu'un nouveau système appelé « SNS24 Scout » censé raccourcir les délais des résultats.

Le PCTA – *Parque de Ciências e Tecnologia do Alentejo*, administré par l'université, a produit 3.000 réipients de gel hydroalcoolique, en partenariat avec Incopil, une entreprise de production de flacons), distribués aux hôpitaux et autres entités publiques de sa région qui en avaient grand besoin.

3) Institut de médecine moléculaire (IMM) de Lisbonne et au delà

Les scientifiques s'unissent pour augmenter le nombre de tests au Portugal : l'initiative spontanée des collègues de l'IMM a essaimé, un réseau a été très vite créé avec l'*Instituto Gulbenkian de Ciência* (IGC) et deux autres centres de Lisbonne, ainsi que des collègues de la Faculté de sciences et technologie de l'*Universidade Nova* de Lisbonne, l'Institut de technologie chimique et biologique, l'Institut d'hygiène et médecine tropicale, l'Institut de bioingénierie et biosciences, l'*Instituto Superior Técnico* (cf. ci-dessus). Ce réseau s'est vite étendu à d'autres régions, comme à Braga, Porto ou Coimbra.

4) Un kit de diagnostic portugais a été créé et a reçu la certification et l'Institut national de santé.

Il utilise des réactifs fabriqués au Portugal. L'objectif est de pouvoir réaliser 300 tests par jour... et bien sûr d'être indépendant de l'importation de réactifs indispensables pour les tests, ce qui manque en France qui a misé uniquement sur les autres...

Québec

En pleine crise, le gouvernement veut renégocier les accords collectifs des secteurs public et parapublic

C'est ce que dénonce la *Centrale des syndicats du Québec*, l'un des syndicats québécois qui sont nos partenaires à l'IE :



<https://negociation.lacsq.org/2019/12/12/negociation-du-secteur-public-le-gouvernement-jette-de-lhuile-sur-le-feu/>

Royaume-Uni

UCU (*University College Union*), notre syndicat partenaire à l'IE, envoie au gouvernement ses propositions pour l'ESR de l'après-crise, jugeant les mesures prises par le gouvernement « un premier pas insuffisant » pour une ESR publique de qualité une fois la crise terminée. On ne sait pas encore si le gouvernement a répondu.

<https://ucu.org.uk/article/10755/UCU-says-Universities-UKs-proposals-to-support-universities-do-not-go-far-enough#.XpAUWJKWUH0.twitter>

UCU dénonce le coup bas de la *Stanmore College* de Londres, « impitoyable et incompétente » qui ne paie pas ses précaires durant la crise du COVID19, les laissant ainsi sans ressources à une période où ils ne peuvent pas trouver un autre emploi.

<https://morningstaronline.co.uk/article/b/callous-and-incompetent-london-college-blasted-over-wage-plan#.XpArssBXPg0.twitter>

Sénégal

Coronavirus : l'affronter, sans compter sur les autres

Mouhamadou El Hady Ba, philosophe à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar et membre du SUDES, notre syndicat partenaire à l'IE et à la FMTS, dans une interview radiophonique, est optimiste : cette crise a mis en évidence comment le Sénégal peut activer toutes ses énergies, médicales, scientifiques en général, citoyennes, pour affronter la pandémie et ne pas se laisser dévaster. Il souhaite que les scientifiques soient plus écoutés et pense que le pays a les moyens, et les forces intellectuelles, qui lui permettent de faire face sans être dépendant notamment de la France : « nous avons mobilisé totalement l'expertise sénégalaise plutôt que de crier au secours et de chercher l'expertise à l'étranger ». Selon lui, l'après-crise doit être une période de changements radicaux : « nous ne devons compter que sur nos propres forces, et nous avons des forces ; il faut repenser nos rapports avec l'occident ».

Dans son article qui a donné l'occasion de l'interview, notre collègue considère comme un « effet positif » le fait que « nos puissants n'ont pu se désolidariser du peuple et fuir vers les pays occidentaux dont ils ont parfois la nationalité ». Cette égalité devant la mort et la condition humaine commune qui résultent de la pandémie met « le Sénégal à la croisée des chemins ». Pour l'après, « il faudra reconstruire nos systèmes éducatifs et socio-sanitaires ». Ne plus « être consommateurs de savoir ou de savoir-faire, mais créateurs de connaissance », et aller vers « des bouleversements féconds [...] ». Peut-être le COVID19 nous incitera-t-il à forger notre destin », conclut El Hady Ba.

Réflexion pertinente de philosophe et de militant.

L'article est à lire ici :

https://ouestaf.com/lafrique-et-le-covid-19-texte-2-penser-sous-coronavirus-libre-opinion/?fbclid=IwAR2mawdUhhmWMUR3i_G8A2rM3EsKRtsQTRa45hyxRD93igW_3pIM1XEe-wA



Deux brèves sur le site d'information sénégalais <http://xalimasn.com/>

1) La conclusion de l'article de Guy Marius Sagna

<http://xalimasn.com/non-au-patronat-virus-par-guy-marius-sagna/>

« L'État d'urgence ne saurait signifier une éclipse des droits des travailleurs. Je lance un appel à la vigilance aux travailleurs et aux organisations syndicales.

Enfin, j'ai eu le plaisir de rencontrer un Sénégalais, Demba Guèye qui utilise son génie, son expertise dans le cadre de la lutte contre le coronavirus en faisant des masques. À tous les Demba, vous faites du bon boulot et vous contribuez à montrer que tout n'est pas foutu dans ce pays. Que, comme disait Paul Éluard "Il y a un autre monde mais il est dans celui-ci".

Luttons contre le coronavirus!

Faisons attention au patronat virus !

N'oublions pas le **COLONIAVIRUS** !

Ensemble nous vaincrons ! »



2) « Lutte contre le coronavirus : une lumière venue de Thiès »

À l'École Polytechnique de Thiès, 4 enseignants-chercheurs ont conçu, le 3 avril, un respirateur artificiel et produit dans la foulée une dizaine.

Cette production est pour le moment très limitée. Heureusement, après le décès de Pape Diouf et le rapatriement d'un second cas grave en France, les malades n'ont pas encore eu besoin de ce matériel. Cependant, elle pourrait augmenter si besoin, puisque le modèle existe et on peut le produire localement.

<http://xalimasn.com/499275-2/?fbclid=IwAR2sTXNXwxC8Dhum8rs9yOFYljSo5jO3CCwNM6UVHr7044z3HhhwBDrf68w>

